



## **PROCES VERBAL DE LA REUNION** **DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU MARDI 21 MARS 2017**

### **CONVOCAATION**

Le 14 mars 2017, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le mardi 21 mars 2017 à 18 h 30 en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Approbation du PV de la réunion du 24 janvier 2017

#### **1 - Urbanisme**

1-1 - Approbation de la mise en compatibilité du Plan d'Occupation des Sols dans le cadre de la déclaration de projet pour l'extension de la Carrière du Juge emportant la mise en compatibilité du POS comportant une évaluation environnementale et une évaluation des incidences Natura 2000

1-2 - Transfert de la compétence « Urbanisme » à la Communauté d'Agglo « Provence Verte »

#### **2 - Finances**

2-1 - Approbation des comptes administratifs et de gestion 2016 pour le budget principal et les budgets annexes

2-2 - Débat d'orientations budgétaires 2017 pour le budget principal et les budgets annexes

2-3 - Réhabilitation du Groupe Scolaire - Demande de subvention au titre du soutien de l'Etat à l'investissement public local

2-4 - Proposition de vente d'un particulier (M. MARINI J-Dominique) d'immeubles Rue du 11 Novembre

2-5 - Offre de concours d'un particulier pour la réalisation par la Commune d'une extension du réseau public d'eau potable Place des Pénitents/chemin de « La Roguière »

2-6 - Indemnités de fonction des élus - Modification de l'indice de référence

2-7 - Participation communale aux frais de consommation électrique de l'église paroissiale

2-8 - Subvention 2017 pour la « SPA » pour la capture et la stérilisation des chats errants

#### **3 - Sécurité - Police**

3-1 - Mise en place de la vidéo-verbalisation comme moyen de lutte contre le stationnement gênant et dangereux

3-2 - F.I.P.D.R. 2017 - Demande de subvention pour la vidéo-protection, la communication radio, la protection des agents de la PM et la sécurisation des établissements scolaires

3-3 - Transfert de la compétence « Police » à la Communauté d'Agglo « Provence Verte »

#### **4 - Personnel communal**

4-1 - Modification d'emplois suite à l'avancement de grade de certains agents (suppression des anciens grades et création des nouveaux en remplacement)

4-2 - Remplacement des agents communaux par des contractuels lors d'arrêts de travail

4-3 - CDG 83 - Prestations pour l'organisation des examens psychotechniques du personnel - Convention 2017

#### **5 - Animations culturelles**

5-1 - Opérette « La Chauve Souris » - Tarifs juillet 2017

5-2 - Modification de la régie des activités culturelles (ajout de deux nouvelles prestations)

- 6 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal
- 7 - Questions écrites
- 8 - Questions orales

## **PROCES-VERBAL**

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le mardi 21 mars 2017, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

**Présents** : MM. SAULNIER Bernard - TURINELLI Jacqueline - CULINATI Jean - INGRASSIA Patricia - GIRAUD Xavier - BREBAN Julie - PASQUET Annette - DEBAQUE Christian - NAL André - VERDON Pierre - REES Pénélope - RIHAL Pascale - CEMBRANI Romain - COLLAINÉ Olivier - COEURDEUIL Yves - BOULE AMPHOUX Isabelle - PAZ Aymeric - FOURNEL Gilles - LEBERQUIER Céline - KINET Jean-Luc.

**Absents excusés** : MM. GAUTIER Rémi (pouvoir à Christian DEBAQUE) - LANGE Gaby - GAQUIERE Ingrid (pouvoir à Annette PASQUET) - MUNIER Denise (pouvoir à Olivier COLLAINÉ) - BOSSUGE Brigitte (pouvoir à Jean CULINATI) - MIONET Marie-Thérèse (pouvoir à Jacqueline TURINELLI) - DONADEY Sylviane (pouvoir à Pascale RIHAL).

soit 20 présents et 7 absents excusés dont 6 ayant donné pouvoir, soit 26 votants.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité Mme Patricia INGRASSIA, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance, assistée de Mme Danielle FRIKMAN, DGS.

**A noter que :**

**M. KINET** s'est absenté durant les deux dossiers relatifs l'un à la demande de subvention FSIPL pour la réhabilitation du Groupe Scolaire et l'autre pour la proposition de vente immobilière de M. MARINI.

soit 19 présents et 6 absents excusés ayant donné pouvoir, soit 25 votants.

**Mme REES** a quitté la réunion après le vote sur la création d'emplois en donnant son pouvoir à Mme Patricia INGRASSIA.

soit 19 présents et 7 absents excusés ayant donné pouvoir, soit 26 votants.

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 24 janvier 2017.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir pris connaissance du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 24 janvier 2017,

A l'unanimité,

**APPROUVE** ce document.

### **1 - Urbanisme**

#### **1-1 - Approbation de la mise en compatibilité du Plan d'Occupation des Sols dans le cadre de la déclaration de projet pour l'extension de la Carrière du Juge emportant la mise en compatibilité du POS comportant une évaluation environnementale et une évaluation des incidences Natura 2000**

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L153-54 et L300-6;

Vu le Plan d'Occupation des Sols (POS) approuvé le 17/07/1986;

Vu la procédure de déclaration de projet menée par la Commune de LE VAL pour l'extension de la Carrière du Juge, implantée sur le territoire communal, quartier « Tour Courroun » ;

Vu l'ordonnance du 21 novembre 2016 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif désignant le Commissaire Enquêteur à la demande de Monsieur le Maire ;

Vu l'arrêté municipal n° 2017/01 du 10 janvier 2017 prescrivant l'enquête publique portant sur la déclaration de projet et la mise en compatibilité du POS de la Commune de Le Val qui en est la conséquence ;

Vu les pièces constatant l'accomplissement des formalités de publicité et d'affichage de l'annonce de l'enquête publique ;

Vu le procès-verbal de la réunion du 14 janvier 2016 où les personnes publiques mentionnées à l'article L132-7 du Code de l'Urbanisme ont examiné conjointement les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du POS ;

Vu le registre d'enquête publique ouvert en mairie de Le Val dans le cadre de cette enquête qui s'est déroulée du 13/02/2017 au 17/03/2017 inclus;

Vu les conclusions du 19 mars 2017 de Monsieur le Commissaire Enquêteur et l'avis favorable émis par ce dernier à l'égard de la déclaration de projet et de la mise en compatibilité du POS ;

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

- **DECLARE** l'intérêt général du projet d'extension de la Carrière du Juge, implantée sur le territoire communal, quartier « Tour Courroun » ;
- **APPROUVE** la déclaration de projet et la mise en compatibilité du POS pour permettre l'extension de la Carrière du Juge, implantée sur le territoire communal, quartier « Tour Courroun » ;
- **PRECISE** que le dossier de déclaration de projet et de mise en compatibilité du POS est tenu à la disposition du public :
  - à la Mairie de LE VAL ;
  - à la Sous-Préfecture de BRIGNOLES.
- **INDIQUE** que la présente délibération fera l'objet :
  1. d'un affichage pendant un mois en Mairie de LE VAL ;
  2. d'une publication dans un journal diffusé dans le département ;
- **PRECISE** que la présente délibération sera notifiée à Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Brignoles (avec un exemplaire du dossier complet) ;
- **PRECISE** que la présente délibération sera exécutoire après l'accomplissement de l'ensemble des mesures de publicité précisées aux paragraphes 1. et 2. ci-dessus et transmission au Représentant de l'État.

## 1-2 - Transfert de la compétence « Urbanisme » à la Communauté d'Agglo « Provence Verte »

Monsieur le Maire expose que les Communautés de Communes et d'Agglomération exercent de plein droit la compétence « PLU, documents d'urbanisme en tenant lieu ou carte communale » à compter du 27 mars 2017 sauf si au moins 25 % des communes représentant au moins 20 % de la population s'y opposent.

Vu l'article 136 (II) de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014,

Vu l'arrêté préfectoral n° 41/2016-BCL du 5 juillet 2016 portant création de la Communauté d'Agglomération « Provence Verte »,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération « Provence Verte »,

Vu l'article L 5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération du 10 décembre 2014 prescrivant l'élaboration du PLU sur la Commune,

Considérant que la Communauté d'Agglomération « Provence Verte », créée après la date de publication de cette même loi, et qui n'est pas compétente en matière de plan local d'urbanisme, de documents d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale, le devient le lendemain de l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la publication de ladite loi. Si, dans les trois mois précédant le terme du délai de trois ans mentionné précédemment, au moins 25 % des communes représentant au moins 20 % de la population s'y opposent, ce transfert de compétences n'a pas lieu.

Considérant que si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la publication de la loi ALUR, la Communauté d'Agglomération n'est pas devenue compétente en matière de plan local d'urbanisme, de documents d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale, le Conseil Communautaire peut également à tout moment se prononcer par un vote sur le transfert de cette compétence à la Communauté. S'il se prononce en faveur du transfert, cette compétence est transférée à la Communauté, sauf si au moins 25 % des communes membres représentant au moins 20 % de la population s'y opposent dans les trois mois suivant le vote de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

Considérant que la Commune de LE VAL attache un intérêt tout particulier à conserver sa compétence en matière d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme,

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**DECIDE** de s'opposer au transfert de la compétence « P.L.U. » à la Communauté d'Agglomération « Provence Verte »

**DEMANDE** au Conseil Communautaire de prendre acte de cette décision d'opposition.

## 2 - Finances

### 2-1 - Approbation des comptes administratifs et de gestion 2016 pour le budget principal et les budgets annexes

#### 2-1-1 - BUDGET COMMUNAL

##### LE CONSEIL MUNICIPAL

A l'unanimité moins 2 abstentions : MM. PAZ et FOURNEL,

**DEMANDE** à Monsieur le Maire de se retirer pendant la délibération du vote du Compte Administratif 2016 de la Commune,

**DESIGNE** Madame Jacqueline TURINELLI, 1<sup>ère</sup> Adjointe, comme Présidente de séance,

**DEMANDE** à Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, de présenter le Compte Administratif 2016 de la Commune, et prend connaissance de toutes les pièces nécessaires à cette étude, et notamment le budget primitif pour l'exercice considéré,

**DONNE ACTE** de la présentation ainsi faite du Compte Administratif 2016, lequel peut se résumer ainsi :

	PREVU	REALISE
<b>RECETTES</b>	<b>8.145.835,83</b>	<b>6.128.117,41</b>
de fonctionnement	3.910.670,28	3.723.455,35
d'investissement	4.235.165,55	2.404.662,06
<b>DEPENSES</b>	<b>8.145.835,83</b>	<b>6.702.603,14</b>
de fonctionnement	3.910.670,28	3.455.853,57
d'investissement	4.235.165,55	3.246.749,57
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>		<b>-574.485,73</b>

**CONSTATE** les identités de valeurs avec les indications du Compte de Gestion relatives au report nouveau, aux résultats de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

**ARRETE** les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus sous réserve de leur conformité avec le compte de gestion dressé par le Comptable pour 2016.

##### LE CONSEIL MUNICIPAL

**Après** s'être fait présenter le budget primitif de la Commune (budget principal) pour l'exercice 2016, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur, accompagné des états de développement de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

**Après** avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2016 lors de sa délibération de ce jour,

**Après** s'être assuré que Monsieur le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2016, celui de tous les titres de recettes émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

**Statuant** sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2016 y compris celles relatives à la journée complémentaire,

**Statuant** sur l'exécution du budget de l'exercice 2016 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,

**Statuant** sur la comptabilité des valeurs inactives,

A l'unanimité,

**DECLARE** que le compte de gestion de la Commune (budget principal) dressé, pour l'exercice 2016, par Monsieur le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

## RAPPORT SUR LA POLITIQUE FONCIERE DE LA COMMUNE :

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, conformément aux dispositions de la Loi n° 95-127 du 8 février 1995, il se doit de lui présenter un rapport annuel sur la politique foncière menée par la Commune durant l'année précédente, soit 2016.

Monsieur le Maire donne donc lecture à l'assemblée délibérante du rapport qu'il a dressé et qui contient tous les éléments nécessaires à cette présentation.

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**PREND ACTE** de la présentation par Monsieur le Maire du rapport annuel sur la politique foncière menée par la Commune pour l'année 2016.

**INDIQUE** que ce document sera tenu en Mairie à la disposition des administrés.

Durant l'exercice 2016, les acquisitions foncières suivantes ont été réalisées :

- Terrain de M. CHABAS Jean-Marie - Quartier « St-Jacques » cadastré Section B n° 1155 pour 23.729 m<sup>2</sup> au prix de 1.260.000 €
- Terrain de M. TAXIL Claude - Quartier « St-Jacques » cadastré Section B n° 533 pour 2.700 m<sup>2</sup> au prix de 130.000 €
- Terrain de Mme MACRI - Quartier « Saint-Pierre » - cadastré Section D n° 1290 pour 571 m<sup>2</sup> au prix de 1.000 €
- Remise de M. TAXIL Claude - Quartier « Les Ferrages » cadastrée Section F n° 527 pour 132 m<sup>2</sup> au prix de 70.000 €

### 2-1-2 - BUDGET DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE

#### LE CONSEIL MUNICIPAL

A l'unanimité moins 2 abstentions : MM. FOURNEL et PAZ,,

**DEMANDE** à Monsieur le Maire de se retirer pendant la délibération du vote du Compte Administratif 2016 du Service Public de l'Eau Potable,

**DESIGNE** Madame Jacqueline TURINELLI, 1<sup>ère</sup> Adjointe, comme Présidente de séance,

**DEMANDE** à Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, de présenter le Compte Administratif 2016 du Service Public de l'Eau Potable, et prend connaissance de toutes les pièces nécessaires à cette étude, et notamment le budget primitif du service pour l'exercice considéré,

**DONNE ACTE** de la présentation ainsi faite du Compte Administratif 2016, lequel peut se résumer ainsi :

	PREVU	REALISE
<b>RECETTES</b>	<b>1.972.454,12</b>	<b>222.486,59</b>
de fonctionnement	552.370,70	121.373,67
d'investissement	1.420.083,42	101.112,92
<b>DEPENSES</b>	<b>1.972.454,12</b>	<b>249.386,75</b>
de fonctionnement	552.370,70	64.295,99
d'investissement	1.420.083,42	185.090,76
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>		<b>-26.900,16</b>

**CONSTATE** les identités de valeurs avec les indications du Compte de Gestion relatives au report nouveau, aux résultats d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

**ARRETE** les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus sous réserve de leur conformité avec le compte de gestion dressé par le Comptable pour 2016.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après s'être fait présenter le budget primitif du Service Public de l'Eau Potable pour l'exercice 2016, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur, accompagné des états de développement de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2016 lors de sa délibération de ce jour,

Après s'être assuré que Monsieur le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2016, celui de tous les titres de recettes émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2016 y compris celles relatives à la journée complémentaire,

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2016 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives,

A l'unanimité,

DECLARE que le compte de gestion du Service Public de l'Eau Potable dressé, pour l'exercice 2016, par Monsieur le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

### 2-1-3 - BUDGET DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

## LE CONSEIL MUNICIPAL

A l'unanimité moins 2 abstentions : MM. FOURNEL et PAZ,

DEMANDE à Monsieur le Maire de se retirer pendant la délibération du vote du Compte Administratif 2016 du Service Public de l'Assainissement

DESIGNE Madame Jacqueline TURINELLI, 1<sup>ère</sup> Adjointe, comme Présidente de séance,

DEMANDE à Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, de présenter le Compte Administratif 2016 du Service Public de l'Assainissement, et prend connaissance de toutes les pièces nécessaires à cette étude, et notamment le budget primitif du service pour l'exercice considéré,

DONNE ACTE de la présentation ainsi faite du Compte Administratif 2016, lequel peut se résumer ainsi :

	PREVU	REALISE
<b>RECETTES</b>	<b>1.569.838,93</b>	<b>279.444,30</b>
de fonctionnement	569.303,36	102.150,30
d'investissement	1.000.535,57	177.294,00
<b>DEPENSES</b>	<b>1.972.454,12</b>	<b>301.895,75</b>
de fonctionnement	569.303,36	106.573,78
d'investissement	1.000.535,57	195.321,97
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>		<b>-22.451,45</b>

CONSTATE les identités de valeurs avec les indications du Compte de Gestion relatives au report nouveau, aux résultats d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

ARRETE les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus sous réserve de leur conformité avec le compte de gestion dressé par le Comptable pour 2016.



## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après s'être fait présenter le budget primitif du Service Public de l'Assainissement pour l'exercice 2016, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur, accompagné des états de développement de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2016 lors de sa délibération de ce jour,

Après s'être assuré que Monsieur le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2016, celui de tous les titres de recettes émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2016 y compris celles relatives à la journée complémentaire,

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2015 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives,

A l'unanimité,

**DECLARE** que le compte de gestion du Service Public de l'Assainissement dressé, pour l'exercice 2016, par Monsieur le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

### 2-2 - Débat d'orientations budgétaires 2017 pour le budget principal et les budgets annexes

#### 2-2-1 - BUDGET COMMUNAL

Monsieur le Maire informe l'assemblée que, conformément à la loi d'orientation n° 92125 du 6 février 1992, relative à l'administration territoriale, il a été instauré, dans la démarche budgétaire, un débat d'orientations budgétaires.

L'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit la tenue obligatoire de ce débat, pour les Communes de plus de 3500 habitants, dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif.

Ce débat permet à l'assemblée délibérante de discuter des orientations budgétaires de l'exercice et des engagements pluriannuels envisagés, et d'être informée sur l'évolution de la situation financière de la Commune.

Le débat d'orientations budgétaires n'a pas, en lui-même, de caractère décisionnel.

Le débat d'orientations budgétaires 2017 s'est organisé autour des directions suivantes :

- l'état des finances à la clôture de l'exercice 2016,
- le contexte de la préparation du budget primitif 2017,
- les principales orientations pour le budget primitif 2017,

Cette délibération prend acte de la tenue du débat d'orientation budgétaire.

#### **SECTION DE FONCTIONNEMENT :**

**M. COEURDEUIL** intervient pour attirer l'attention du Conseil Municipal sur la lourde charge que représentent les frais de personnel sur le budget de fonctionnement (56 %). Il souligne que cela devrait inciter les élus à réaliser des économies sur ce poste de dépenses au lieu de continuer à embaucher notamment pour remplacer les agents en arrêt de travail. Il propose qu'une prime de présentisme, d'assiduité soit instaurée comme dans d'autres Communes qui ont pu constater ainsi une baisse significative du taux d'absentéisme de leur personnel.

**M. GIRAUD** tient à rappeler que l'augmentation des charges de personnel provient en grande partie de la mise en place des nouvelles activités périscolaires, de l'embauche d'un 3<sup>ème</sup> agent de police municipale et, il en convient, du remplacement des agents en arrêt de travail avec maintien de leur salaire. Mais il rappelle aussi qu'en regard de ces dépenses, la Commune perçoit des aides de la CAF pour les activités péri et extra scolaires et des remboursements de l'assurance contractée pour les indemnités journalières.



**M. SAULNIER** indique qu'effectivement il est noté de nombreux et récurrents arrêts de travail au sein du personnel communal. Les postes vacants doivent être pourvus afin d'assurer la continuité du service public mais la Municipalité ne procède plus à de nouvelles embauches et envisage la privatisation pour certaines prestations (comme il l'a été décidé d'ailleurs pour le ménage des écoles par exemple).

-----  
**M. COEURDEUIL** rappelle qu'en 2014 la Commune a versé une aide financière à l'association BILBOK. Son montant assez conséquent avait soulevé alors l'étonnement de certains Conseillers. Il leur avait été répondu que cette subvention lui était versée pour l'aider à démarrer mais qu'ensuite elle s'autofinancerait grâce à des subventions extérieures. Vu qu'en 2015 et 2016 ces aides n'ont fait qu'augmenter, M. COEURDEUIL demande comment cette subvention va évoluer.

**Mme INGRASSIA** intervient pour expliquer que cette aide financière n'est pas une subvention mais une dotation versée dans le cadre du Contrat « Enfance-Jeunesse » signé avec la CAF. Si l'association n'avait pas cette dotation communale, elle ne pourrait pas bénéficier d'autres subventions extérieures (dont la participation de la CAF).

**M. COEURDEUIL** insiste en rappelant la promesse de 2014 sur l'autofinancement prochain de l'association qui devait trouver des financements extérieurs pour cela. Il s'agissait alors d'une simple aide au démarrage. Il souligne qu'aujourd'hui cette aide est systématique et augmente d'une année sur l'autre (15.000 € - 18.000 € - 20.000 €).... Et ensuite ?

**Mme PASQUET** indique qu'effectivement, en 2014, il s'agissait d'une aide au démarrage de l'association « BILBOK » qui intervenait pour des actions intergénérationnelles intéressantes pour la population. Elle rappelle qu'ensuite un Contrat « Enfance-Jeunesse » a été signé avec la CAF pour les jeunes de la tranche d'âge 12/18 ans qui étaient désœuvrés et pour lesquels la Commune n'avait aucune structure pour les accueillir. Seuls les enfants âgés entre 3 et 11 ans sont pris en charge par le service extrascolaire municipal. L'Association « BILBOK » organise des sorties, des animations dans le village, etc.... elle gère entre trente et quarante enfants pendant les vacances. Mme PASQUET souligne que si la Commune devait prendre en charge l'action prévue au CEJ, la charge financière serait plus importante que le montant de la dotation allouée à l'association avec la mise à disposition d'un local adapté, les frais de personnel et les dépenses de charges courantes. Elle rappelle que pour une dotation versée de 18.000 €, la CAF verse une aide de 9.000 € à la Commune et pour une dotation de 20.000 €, la Commune percevra une aide de 13.000 €.

#### **SECTION D'INVESTISSEMENT :**

**M. VERDON** demande à quel moment le Conseil Municipal pourra tabler sur des chiffres plus précis que de simples estimations des opérations à lancer afin de finaliser les financements.

**M. SAULNIER** fait remarquer que :

- pour le Groupe Scolaire, les études sont réalisées et l'estimation de l'opération intégrale a été établie
- pour les Rues Thiers et Miséricorde et la Traverse de l'Hôpital, une étude financière complète a été réalisée en régie par le service "Marchés Publics"
- pour l'Avenue Jean Moulin, l'estimation réalisée en 2015 a été reprise
- pour la restauration de la Chapelle Notre Dame de Pitié, l'estimation est connue dans le détail depuis de nombreuses années
- seule l'opération de construction du bâtiment des Services Techniques reste à étudier plus précisément

**Mme BREBAN** intervient pour demander la présence de M. DEBAQUE à la réunion de la Commission des Finances qui va prochainement travailler sur le budget 2017. Elle attend des chiffres précis de sa part.

-----  
**M. KINET** demande que des lignes budgétaires soient inscrites pour les études relatives à tous les projets du PLU et notamment les OAP autour du village. Il demande que ces projets soient étudiés et chiffrés afin de pouvoir taxer les futurs aménageurs pour la réalisation des voies et réseaux, des transformateurs électriques, etc.... Il propose qu'une somme modique de 50.000 € (ou moins encore) soit inscrite au budget, montant qui sera complété plus tard.

**M. SAULNIER** rappelle que le PLU n'est pas encore terminé et que les OAP sont donc en suspend.

**M. COEURDEUIL** intervient pour approuver l'inscription d'une ligne budgétaire pour les études sur les OAP, il tient à distinguer deux cas qui se présentent dans ce type d'opérations selon que l'aménageur soit public ou privé. S'il est public aucune taxe ne peut lui être imposée puisqu'il peut prendre en charge les aménagements publics en intégrant leur financement dans celui de son opération globale sans possibilité de faire un bénéfice ou d'avoir une marge commerciale. S'il est privé, son patron est la banque et il est donc tenu de faire un bénéfice sur lequel peut être prélevé une participation aux travaux de V.R.D.

M. SAULNIER propose qu'un montant de 25.000 € soit imputé pour les études sur les OAP.

-----  
Mme INGRASSIA demande l'inscription d'une ligne budgétaire pour les travaux de réfection de peinture des salles communales occupées ou prêtées aux associations (salle Caternet, du Cadran, Club des Anciens, etc....)

Mme BREBAN répond que ces travaux d'entretien relèvent de la section de fonctionnement et que des crédits ont été prévus pour cela.

Mme INGRASSIA rappelle que le montant inscrit est modique et qu'il ne sera pas suffisant.

M. KINET attire l'attention de l'assemblée sur le fait que le foyer municipal est occupé en permanence par les associations alors qu'il n'est pas conforme. Il rappelle qu'il est impératif de mettre les locaux en état, notamment au niveau de la sécurité.

Mme INGRASSIA serait d'accord pour des travaux de rafraîchissement du foyer municipal ainsi que pour son accessibilité. Elle est contre un projet immense sur ce site.

M. SAULNIER indique que l'opération intitulée « Espace culturel » concerne autant des travaux extérieurs (création d'un parvis pour sécuriser l'accès à la salle qui sera déplacée pour ne plus être en bordure de voie ; accessibilité de tout le secteur où sont situées les diverses salles (moulin-cadran-olivier... et le jardin public) que des travaux intérieurs de mise en conformité et de réaménagement du rez-de-chaussée dans un premier temps. Aucun projet n'est pour l'instant entériné. Les commissions concernées devront y travailler.

Mme INGRASSIA fait part de son accord pour les travaux de mise en sécurité des locaux.

-----  
M. PAZ demande pour quelles raisons le montant de 53.000 €, prévu initialement en 2016 pour les honoraires du Maître d'Œuvre pour les travaux concernant la Magnanerie du Domaine de Châteaurenard, a été ramené à 15.000 € seulement.

M. SAULNIER explique que les travaux de la Magnanerie sont renvoyés pour l'instant et que seul le dossier relatif à la mise en conformité du projet sera commandé au Maître d'Œuvre.

M. FOURNEL demande la confirmation du fait que l'opération est arrêtée et que les travaux n'auront pas lieu pour l'instant.

M. SAULNIER confirme que l'opération est renvoyée.

-----  
M. SAULNIER informe l'assemblée qu'une réunion sera programmée prochainement pour que tous les Conseillers Municipaux puissent travailler sur le dossier de réhabilitation du Groupe Scolaire avec le Maître d'Œuvre.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins une abstention : Mme LEBERQUIER,

PREND ACTE que le débat d'orientations budgétaires 2017 pour le budget communal a eu lieu conformément aux prescriptions précitées du C.G.C.T..

APPROUVE le Rapport d'Orientations Budgétaires en découlant.

## 2-2-2 - BUDGET DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE

Monsieur le Maire informe l'assemblée que, conformément à la loi d'orientation n° 92125 du 6 février 1992, relative à l'administration territoriale, il a été instauré, dans la démarche budgétaire, un débat d'orientations budgétaires.

L'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit la tenue obligatoire de ce débat, pour les Communes de plus de 3500 habitants, dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif. Ce débat permet à l'assemblée délibérante de discuter des orientations budgétaires de l'exercice et des engagements pluriannuels envisagés, et d'être informée sur l'évolution de la situation financière de la Commune.

Le débat d'orientations budgétaires n'a pas, en lui-même, de caractère décisionnel.

Le débat d'orientations budgétaires 2017 du Service Public de l'Eau Potable s'est organisé autour des directions suivantes :

- l'état des finances à la clôture de l'exercice 2016,
- le contexte de la préparation du budget primitif 2017,
- les principales orientations pour le budget primitif 2017,

Cette délibération prend acte de la tenue du débat d'orientation budgétaire.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins une abstention : Mme LEBERQUIER,

**PREND ACTE** que le débat d'orientations budgétaires 2017 pour le budget du Service Public de l'Eau Potable a eu lieu conformément aux prescriptions précitées du C.G.C.T..

**APPROUVE** le Rapport d'Orientations Budgétaires en découlant.

## 2-2-3 - BUDGET DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Monsieur le Maire informe l'assemblée que, conformément à la loi d'orientation n° 92125 du 6 février 1992, relative à l'administration territoriale, il a été instauré, dans la démarche budgétaire, un débat d'orientations budgétaires.

L'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit la tenue obligatoire de ce débat, pour les Communes de plus de 3500 habitants, dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif.

Ce débat permet à l'assemblée délibérante de discuter des orientations budgétaires de l'exercice et des engagements pluriannuels envisagés, et d'être informée sur l'évolution de la situation financière de la Commune.

Le débat d'orientations budgétaires n'a pas, en lui-même, de caractère décisionnel.

Le débat d'orientations budgétaires 2017 du Service Public de l'Assainissement Collectif s'est organisé autour des directions suivantes :

- l'état des finances à la clôture de l'exercice 2016,
- le contexte de la préparation du budget primitif 2017,
- les principales orientations pour le budget primitif 2017,

Cette délibération prend acte de la tenue du débat d'orientation budgétaire.

**M. KINET** demande qu'une étude de faisabilité soit lancée pour une extension du réseau d'assainissement collectif sur la Route de Bras afin d'être cohérent avec le zonage prévu au PLU pour la partie de ce secteur classé en zone urbaine. Il précise que des servitudes de passage de canalisation et des acquisitions foncières seront à prévoir également.



**M. SAULNIER** précise que le dénivelé important de ce secteur a toujours empêché le raccordement des terrains et constructions qui y sont situés. Le recours à des pompes de relevage individuelles ou à des micro-stations d'épuration n'a jamais été validé.

**M. KINET** insiste en demandant qu'une solution partielle soit recherchée.

**M. SAULNIER** indique que seules quelques antennes seraient réalisables mais peu nombreuses avec des travaux disproportionnés vu le nombre de raccordements très limité.

**M. KINET** rappelle que si le COPIL PLU a prévu le classement de cette zone en U, cela implique l'obligation pour la Commune de réaliser une extension de réseau. Il demande à nouveau qu'une ligne budgétaire soit inscrite au ROB pour cette opération précise.

**M. SAULNIER** répond que le PLU n'a pas instauré d'extension de zone urbaine dans ce secteur déjà largement bâti.

**Mme BOULE AMPHOUX** attire l'attention de ses Collègues sur les pannes récurrentes dont sont sujettes les pompes de relevage. Elle dit bien connaître ce problème car le lotissement où elle habite en est doté.

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**PREND ACTE** que le débat d'orientations budgétaires 2017 pour le budget du Service Public de l'Assainissement Collectif a eu lieu conformément aux prescriptions précitées du C.G.C.T..

**APPROUVE** le Rapport d'Orientations Budgétaires en découlant.

### **2-3 - Réhabilitation du Groupe Scolaire - Demande de subvention au titre du soutien de l'Etat à l'investissement public local**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que le Bureau d'Etudes « ARC'H », chargé de dresser un diagnostic complet des travaux à entreprendre pour la réhabilitation et la mise aux normes du Groupe Scolaire du Bicentenaire, lui a remis le résultat de ses investigations.

Les travaux consistent notamment à procéder aux investissements nécessaires dans la perspective de la transition énergétique et de la mise aux normes (sécurisation, accessibilité et électricité).

Le montant de l'estimation H.T. des travaux s'élève à :

-Amélioration de l'efficience énergétique des bâtiments.....	336.080 €
- école élémentaire.....	220.500 €
- école maternelle et cantine.....	115.580 €
-Amélioration du système de chauffage.....	72.000 €
- école élémentaire.....	21.000 €
- école maternelle et cantine.....	51.000 €
-Amélioration de la production d'eau chaude.....	15.000 €
-Conformité de l'accessibilité du groupe scolaire.....	60.460 €
-Mise aux normes de l'escalier du logement de fonction.....	13.500 €
-Conformité des installations électriques.....	196.500 €
-Sécurisation du groupe scolaire (clôture et motorisation du portail) ...	13.750 €
SOUS TOTAL H.T.....	707.290 €
- Honoraires et divers.....	67.758 €
TOTAL H.T.....	775.048 €

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de solliciter le FSIPL 2017 au taux de 20 % soit 155.000 €.

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**DEMANDE** l'attribution du F.S.I.P.L. 2017 pour les travaux de réhabilitation du Groupe Scolaire du Bicentenaire (transition énergétique et mise aux normes (sécurisation, accessibilité et électricité))

**PRECISE** que le montant de l'autofinancement communal (y compris la TVA) sera inscrit au budget communal (chapitres 20 et 23).

**ARRETE** le plan de financement prévisionnel des opérations comme suit :

- DETR (20 %)	155.000 €
- Département (dotation 2017)	150.000 €
- F.S.I.P.L. (20 %)	155.000 €
- Autofinancement	<u>315.048 €</u>
TOTAL HT	775.048 €

**2-4 - Proposition de vente d'un particulier (M. MARINI J-Dominique) d'immeubles Rue du 11 Novembre**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que M. Jean-Dominique MARINI propose de vendre à la Commune deux immeubles lui appartenant sis au village, Rue du 11 Novembre 1918 et cadastrés Section F n°29 et 30 pour une surface au sol totale de 182 m<sup>2</sup> avec jardins attenants cadastrés F n° 27 et 28 pour respectivement 460 et 447 m<sup>2</sup>, et ce au prix de 500.000 € pour l'ensemble.

Il présente un plan de situation et un plan cadastral de la propriété concernée qui est situé dans le village, au sud de l'Hôtel de Ville.

Il demande au Conseil Municipal de se prononcer sur cette proposition.

**M. COEURDEUIL** convient que la situation de cette propriété présente un intérêt certain pour la Commune. Toutefois il indique que les deux maisons de village qui y sont édifiées sont dans un tel état de délabrement qu'elles devront être démolies. Il ajoute que cette propriété foncière pourrait permettre dans le futur à la Commune d'aménager un groupement d'habitations (8 logements pourraient y être édifiés vu la surface). On pourrait alors, d'après lui, estimer son prix de vente actuel à environ 320.000 € mais pas 500.000 € : « Ce montant est exagéré ! Ce n'est pas parce que la Commune a acquis à un prix exorbitant des terrains en 2016 qu'il faut penser qu'elle continuera à acheter du foncier hors de prix ! ».

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après en avoir délibéré,

Considérant la situation géographique dudit terrain,

Considérant d'une part l'intérêt public représenté par les jardins F 27 et 28 dans le cadre des opérations d'aménagement inscrites au P.L.U. en cours d'élaboration,

Considérant d'autre part l'état de vétusté des deux immeubles de la Rue du 11 Novembre F 29 et 30,

Considérant le prix de vente proposé, soit 500.000 €, pour l'ensemble de la propriété, sans possibilité offerte par le vendeur quant à une division de ce lot permettant d'envisager l'acquisition des jardins uniquement,

Considérant que le prix proposé est largement au-dessus de la valeur de la propriété,

A l'unanimité,

**DECIDE** de rejeter la proposition de cession de M. Jean-Dominique MARINI pour sa propriété cadastrée Section F n° 27-28-29 et 30.

**2-5 - Offre de concours d'un particulier pour la réalisation par la Commune d'une extension du réseau public d'eau potable Place des Pénitents/chemin de « La Roquière »**

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité de renvoyer cette affaire à la prochaine réunion du Conseil Municipal afin de compléter le dossier par l'étude de nouveaux éléments apportés par M. Xavier GIRAUD, Adjoint.

## **2-6 - Indemnités de fonction des élus - Modification de l'indice de référence**

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que, dans le cadre de la réforme initiée par le Gouvernement et intitulée « Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations » (PPCR), applicable à la Fonction Publique Territoriale, le décret n° 2017-85 du 26 janvier 2017 entérine l'augmentation de l'indice brut terminal de la Fonction Publique servant de base au calcul des indemnités de fonction des élus (de 1015 à 1022) et ce dès le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Considérant que, par délibérations du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014, les taux suivants ont été votés pour fixer le montant desdites indemnités :

- Maire : .....47,70 %
- Adjoints : .....15,80 %
- Conseiller Municipal (sans délégation) : .... 3,025 %

M. le Maire demande à l'assemblée de bien vouloir prendre acte de l'augmentation de l'indice brut terminal pour le calcul des indemnités de fonction dès le 1<sup>er</sup> janvier 2017 sans préciser la valeur de cet indice sujet à revalorisation dès janvier 2018.

## **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité moins une abstention : Mme BREBAN,

**PREND ACTE** de l'augmentation au 1<sup>er</sup> janvier 2017 de la valeur de l'indice brut terminal de la Fonction Publique servant de base de calcul aux indemnités de fonction des élus

**ACCEPTE** que les taux précités soient basés sur cet indice brut terminal.

**PRECISE** que les crédits nécessaires seront inscrits au chapitre 65 du budget communal.

## **2-7 - Participation communale aux frais de consommation électrique de l'église paroissiale**

Monsieur le Maire informe l'assemblée avoir reçu un courrier du Père Dieudonné MASSOMA, Curé de la Paroisse, qui expose les difficultés financières rencontrées cette année encore par son Diocèse pour faire face aux frais d'électricité de l'église. En effet, cette dépense couvre l'électricité nécessaire lors des offices mais aussi pour toutes les manifestations culturelles publiques et laïques données dans cet édifice.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal qu'une participation financière soit allouée à la Paroisse pour participer à cette dépense.

**M. KINET** rappelle qu'il avait été acté en 2015 que la Commune entreprendrait des travaux dans l'église, bâtiment communal, pour réduire les frais de consommation d'électricité avec notamment l'installation d'éclairage à led. Il dit être étonné qu'aucune ligne budgétaire n'ait été inscrite au DOB pour ces travaux. Il préférerait que tout soit fait pour réduire la consommation électrique plutôt que de verser chaque année une subvention à la Paroisse. La mise en place de détecteurs de présence permettrait aussi une meilleure gestion de l'éclairage.

**Mme INGRASSIA** rappelle qu'une commission spécifique a été créée en 2016 pour dresser une liste exhaustive de tous les travaux urgents à réaliser dans l'église. Suite au travail de cette commission, la montée d'escalier menant à l'orgue a été sécurisée, les vitraux ont été restaurés..... La Commission doit maintenant poursuivre sa mission et se pencher sur ce problème d'électricité et d'économie d'énergie

**M. PAZ** demande qu'au lieu de verser chaque année une subvention de fonctionnement à la Paroisse, il serait plus logique de procéder à des travaux sur l'éclairage mais aussi sur le chauffage du bâtiment. Il demande qu'une ligne budgétaire soit prévue dès 2017.

## **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire  
Considérant que la facture annuelle d'électricité de l'église avoisine les 3.200 €,  
Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**DECIDE** d'allouer une participation forfaitaire de 2.000 € à la Paroisse afin de participer aux frais de consommation d'électricité vu l'occupation récurrente de l'église par des manifestations culturelles laïques organisées par la Commune,

**PRECISE** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2017 de la Commune (chapitre 65).

#### **2-8 - Subvention 2017 pour la « SPA » pour la capture et la stérilisation des chats errants**

Monsieur le Maire indique que la S.P.A. se propose, pour l'année 2017, de continuer à mener sur la Commune une action déterminée en vue de lutter contre toute prolifération de la population féline errante sur le territoire communal.

Il donne la parole à M. Jean CULINATI qui explique que les chats errants seront capturés, stérilisés et identifiés. Ainsi l'intérêt public local d'hygiène et de sécurité sera pris en considération à l'initiative et sous le contrôle de la S.P.A.

Il donne lecture de la convention proposée par la S.P.A. et précise qu'en contrepartie de ces prestations, la Commune devra verser à la S.P.A. une subvention de 800 € pour la capture de 20 chats sur l'année.

Il demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins une abstention : M. KINET

**ACCEPTE** les termes de la convention proposée par la S.P.A. pour 2017,

**ACCEPTE** l'octroi d'une subvention de 800 € à la S.P.A. contre la capture de 20 chats errants et leur stérilisation sur une année

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention.

**PRECISE** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget communal (chapitre 65).

#### **3 - Sécurité - Police**

##### **3-1 - Mise en place de la vidéo-verbalisation comme moyen de lutte contre le stationnement gênant et dangereux**

Monsieur le Maire soumet au Conseil Municipal le dossier de demande d'autorisation adressé à M. le Préfet du Var en vue de la verbalisation par système de vidéosurveillance.

Il donne la parole à M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué à la Sécurité.

**M. GIRAUD** rappelle à l'assemblée délibérante que le système de vidéosurveillance actuellement en service sur la Commune est conforme aux dispositions de l'Arrêté préfectoral du 3 août 2007. Il indique que conformément aux dispositions du Décret n° 2016-1955 du 28 décembre 2016, la Commune peut être autorisée à mettre en place la vidéo-verbalisation.

Il soumet au Conseil Municipal le projet de procéder ainsi sur deux secteurs de la Commune déjà pourvus en caméras, soit sur la Place Gambetta et à l'angle de l'avenue des Droits de l'Homme et de la Rue Marcel Pagnol.



**M. GIRAUD** rappelle à l'assemblée que, suite aux récents travaux de réaménagement de la Place Gambetta et son classement en zone piétonne certains jours, des bornes amovibles ont été installées. Ainsi, la place peut être ouverte à la circulation temporairement et accessible en cas d'urgence aux véhicules de secours et aux Pompes Funèbres. Or l'accès à ces bornes est constamment obstrué par le stationnement intempestif de contrevenants.

**M. GIRAUD** rappelle également que la Rue Marcel Pagnol est l'unique accès aux écoles élémentaire et maternelle ainsi qu'à la cantine scolaire. Le stationnement y est donc interdit afin de permettre l'accès aux véhicules de secours et de livraison. De plus le plan Vigipirate renforcé oblige à une vigilance accrue et à une mise en sécurité du périmètre élargie. Là encore le non respect trop fréquent de la réglementation est constaté avec des véhicules qui stationnent jusque devant le portail des écoles.

Dans ces deux cas, le passage répété de la Police Municipale n'aboutit pas toujours à une verbalisation car les contrevenants ont le temps de quitter les lieux avant son arrivée.

**M. GIRAUD** estime que les panneaux de signalisation, indiquant que la verbalisation par vidéosurveillance est fonctionnelle, et l'enregistrement des images captées peuvent être un moyen efficace pour lutter contre le stationnement gênant et dangereux. La verbalisation est réalisée par PVE (procès-verbal électronique) avec une image prise au début de l'infraction et une seconde à la fin de celle-ci. Ces images sont conservées pendant un an pour un éventuel recours.

Il demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce projet.

**M. NAL** demande comment seront verbalisés les contrevenants qui laissent leur véhicule stationné au-delà du temps imparti en zone bleue vu que la vidéo-verbalisation ne semble concerner, d'après l'exposé de M. GIRAUD, que le stationnement gênant ou dangereux.

**M. GIRAUD** indique que le stationnement en zone bleue, quand il dépasse le créneau horaire prévu, est considéré comme gênant et est donc verbalisable (amendes entre 35 et 135 €). Il ajoute que cette action de vidéo-verbalisation est pédagogique pour l'instant mais deviendra répressif en cas de besoin.

**M. PAZ** dit préférer l'intervention de moyens humains dans les petits villages comme le nôtre. Il regrette que l'âme du village soit entachée par cette pratique électronique.

**M. SAULNIER** rappelle que la Police Municipale fait son travail mais a des horaires à respecter. En conséquence, si le stationnement est interdit à partir de 17 heures ou de 19 heures, comment l'application de cette mesure peut être assurée et respectée ? Ce moyen moderne semble adapter à ce cas de figure.

**M. GIRAUD** rappelle que l'incivilité routière est à l'origine de nombreuses plaintes. Si en dehors de l'agglomération, la Municipalité a peu de moyens de répression (ou même simplement de la prévention), elle peut mieux gérer la situation à l'intérieur. En conséquence, si la Place Gambetta est ouverte à la circulation il faut impérativement que le règlement sur le stationnement soit respecté. Les agents de Police Municipale sont pris entre le marteau et l'enclume (règlement et relations publiques). M. GIRAUD tient à démentir les rumeurs que font circuler certains dissidents quant au recours de la vidéo-verbalisation et à la réglementation du stationnement dans le cadre d'une politique « anti-commerçants ». Il insiste sur la volonté de la Municipalité d'être à l'écoute des commerçants mais aussi des villageois.

Pour en revenir à la mise en place de la vidéo-verbalisation, il précise qu'une campagne d'affichage et de communication va être lancée afin que tous les citoyens soient informés de cette mesure.

## **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué à la Sécurité,  
Considérant que la mise en place de la vidéo-verbalisation doit recevoir au préalable l'accord de M. le Préfet  
et de M. le Procureur de la République,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins 2 CONTRE : MM. PAZ et FOURNEL,

**ADOpte** la procédure de vidéo-verbalisation Place Gambetta et Rue Marcel Pagnol comme moyen de lutte contre le stationnement gênant ou dangereux.



### **3-2 - F.I.P.D.R. 2017 - Demande de subvention pour la vidéo-protection, la communication radio, la protection des agents de la PM et la sécurisation des établissements scolaires**

M. Xavier GIRAUD demande que ce dossier soit renvoyé à la prochaine réunion du Conseil Municipal pour l'appel à projets n° 7 concernant la sécurisation des écoles afin de le finaliser. Pour l'appel à projets n° 5 (communication radio) la demande est annulée pour dépassement des délais impartis pour son dépôt. Le n° 4 (équipement de la Police Municipale en gilets pare-balles) est annulé car ces derniers ont déjà été acquis pour préserver au plus vite la sécurité des policiers municipaux. Le n° 3 (vidéo-protection) est classé en attente car faisant déjà l'objet d'une demande de subvention auprès de la Région. Le Conseil Municipal prend acte de ces propositions.

### **3-3 - Transfert de la compétence « Police » à la Communauté d'Agglo « Provence Verte »**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal avoir pris la décision de ne pas transférer sa compétence « Police » à la Communauté d'Agglo « Provence Verte ».

## **4 - Personnel communal**

### **4-1 - Modification d'emplois suite à l'avancement de grade de certains agents (suppression des anciens grades et création des nouveaux en remplacement)**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, dans le cadre de la politique municipale visant à veiller au bon déroulement des carrières du personnel communal, il est souhaitable que les agents qui réunissent les conditions d'ancienneté dans leur grade et qui donnent satisfaction dans leur manière d'accomplir leurs missions, puissent bénéficier d'un avancement, ceci dans le respect des besoins des services et des crédits budgétaires. Il en est de même pour ceux ayant réussi un concours ou un examen.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission Communale chargée du Personnel Communal.

M. DEBAQUE informe l'assemblée que la Commission du Personnel réunit le 17 mars 2017 a étudié les propositions d'avancement. Il précise que quatre agents peuvent bénéficier d'un avancement de grade suite à leur ancienneté dans leur grade actuel (deux adjoints administratifs principaux de 2<sup>ème</sup> classe, un adjoint du patrimoine principal de 2<sup>ème</sup> classe et un adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe qui peuvent être nommés 1<sup>ère</sup> classe).

Un autre agent peut en bénéficier également vu sa réussite à l'examen professionnel d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe. Suite à cette réussite, deux autres agents peuvent également être promus à ce grade sans plus de formalités.

Un autre agent est bénéficiaire de cet avancement de grade suite à la réussite du concours d'Adjoint Administratif Principal de 2<sup>ème</sup> classe.

Le Conseil Municipal doit en conséquence supprimer les emplois actuels et créer les nouveaux à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, soit :

#### **Création :**

- 2 Adjoints Administratifs Principaux de 1<sup>ère</sup> classe
- 3 Adjoints Techniques Principaux de 2<sup>ème</sup> classe
- 1 Adjoint Technique Principal de 1<sup>ère</sup> classe
- 1 Adjoint du Patrimoine Principal de 1<sup>ère</sup> classe

#### **Suppression :**

- 1 Adjoint Administratif Principal de 2<sup>ème</sup> classe
- 3 Adjoints Techniques de 2<sup>ème</sup> classe
- 1 Adjoint Technique Principal de 2<sup>ème</sup> classe
- 1 Adjoint du Patrimoine Principal de 2<sup>ème</sup> classe

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Christian DEBAQUE, Adjoint,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**APPROUVE** la proposition de Monsieur le Maire quant à créer à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 les emplois permanents à temps complet suivants :

- 2 Adjoints Administratifs Principaux de 2<sup>ème</sup> classe
- 3 Adjoints Techniques de 2<sup>ème</sup> classe
- 1 Adjoint Technique Principal de 2<sup>ème</sup> classe
- 1 Adjoint du Patrimoine Principal de 2<sup>ème</sup> classe

et à supprimer à la même date les emplois suivants :

- 1 Adjoint Administratif Principal de 2<sup>ème</sup> classe
- 3 Adjoints Techniques de 2<sup>ème</sup> classe
- 1 Adjoint Technique Principal de 2<sup>ème</sup> classe
- 1 Adjoint du Patrimoine Principal de 2<sup>ème</sup> classe

**INDIQUE** que l'échelonnement indiciaire et la durée de carrière des agents nommés sur ces emplois seront fixés conformément à la réglementation en vigueur

**CHARGE** Monsieur le Maire de nommer les agents en question dans les conditions réglementairement fixées

**PRECISE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Commune (chapitre 012)

### 4-2 - Remplacement des agents communaux par des contractuels lors d'arrêts de travail

Monsieur le Maire expose les dispositions de l'article 3-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale qui prévoit la possibilité de recruter des agents contractuels pour assurer le remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel ou indisponibles en raison d'un congé annuel, d'un congé de maladie, de grave ou de longue maladie, d'un congé de longue durée, d'un congé de maternité ou pour adoption, d'un congé parental ou d'un congé de présence parentale, d'un congé de solidarité familiale ou de l'accomplissement du service civil ou national, du rappel ou du maintien sous les drapeaux ou de leur participation à des activités dans le cadre des réserves opérationnelle, de sécurité civile ou sanitaire ou en raison de tout autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale.

Monsieur le Maire expose que les besoins des services peuvent justifier le remplacement rapide de fonctionnaires territoriaux ou d'agents non titulaires indisponibles. Aussi il convient de prendre une délibération de principe autorisant le recours au personnel non titulaire à des fins de remplacement. La nécessité du remplacement à chaque fonctionnaire absent sera analysée au cas par cas et ne débouchera pas systématiquement sur un recrutement.

**M. PAZ** s'étonne des nombreux et récurrents arrêts de travail dont il est fait état et ce pour raisons diverses (principalement pour maladie). Il demande si M. le Maire et la Commission du Personnel connaissent les causes de cela.

**M. DEBAQUE** répond que la Commission va essayer d'interroger les chefs de service ainsi que les représentants syndicaux pour en savoir un peu plus et essayer de prendre des dispositions pour améliorer la situation autant que faire se peut.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

### DECIDE

- d'autoriser Monsieur le Maire, pour la durée de son mandat, à recruter en tant que de besoin des agents non titulaires dans les conditions fixées par l'article 3 - 1<sup>er</sup> alinéa de la loi du 26.01.1984 précitée pour remplacer des fonctionnaires momentanément indisponibles ;
- de charger Monsieur le Maire de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats retenus selon la nature des fonctions concernées et leur profil ;
- de prévoir à cette fin une enveloppe de crédits au budget (chapitre 012).

### 4-3 - CDG 83 - Prestations pour l'organisation des examens psychotechniques du personnel - Convention 2017

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que le Centre de Gestion du Var, en application de l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, peut assurer toute tâche administrative concernant les agents des collectivités et établissements du département du Var qui le sollicitent.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Vice-Président de la commission du personnel communal, qui indique que le Centre de Gestion du Var propose aux collectivités et établissements qui en font la demande l'organisation des examens psychotechniques prévus aux articles 3 et 4 du décret 2006-1691 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des Adjoints Techniques Territoriaux.

Ces examens s'adressent donc exclusivement aux agents assurant à titre principal la conduite d'un véhicule dès lors qu'ils sont également titulaires du permis de conduire approprié en état de validité et détenant un des grades suivants :

- adjoint technique territorial qui peut être chargé de la conduite de véhicules de tourisme ou utilitaires légers
- adjoint technique territorial et adjoint technique territorial principal de 2<sup>ème</sup> classe
- adjoint technique territorial principal de 1<sup>ère</sup> classe pouvant assurer la conduite de Poids Lourds et Transports en commun

Chaque examen comprendra des tests destinés à donner un avis consultatif favorable ou défavorable et une grille récapitulative. Les résultats des tests réalisés seront adressés à la Collectivité. Toute inaptitude à la conduite devra être confirmée par un médecin agréé mandaté par la Collectivité.

Le marché a été conclu avec STRIATUM FORMATION le 1<sup>er</sup> janvier 2016 pour une durée de 12 mois, dans la limite d'une durée totale du marché de 4 ans, et sous réserve des crédits disponibles.

Pour les collectivités et établissements affiliés qui ont signé la présente convention, les examens psychotechniques sont gratuits à raison de 5 prises en charge annuelles par collectivité.

Monsieur DEBAQUE indique que pour continuer de bénéficier de cette mesure il convient de signer la présente convention.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention relative aux séances d'examens psychotechniques groupées proposées par le Centre de Gestion pour l'année 2017 et concernant les Adjoints Techniques Territoriaux,

**NOTE** que, pour les collectivités affiliées au CDG et signataires de ladite convention, les examens psychotechniques sont gratuits à raison de 5 prises en charge annuelles par collectivité.

**5-1 - Opérette « La Chauve Souris » - Tarifs juillet 2017**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que par délibération du 21 octobre 2015 la régie de recettes « activités culturelles et touristiques » est dénommée « activités culturelles ».

Par délibération du 26 avril 2016, les tarifs des spectacles de l'année ont été fixés. Il s'agit aujourd'hui de fixer ceux pour le spectacle « Place à l'Opéra » de 2017.

Il donne la parole à Mme INGRASSIA Patricia, Adjointe déléguée à la Culture.

Mme INGRASSIA propose au Conseil Municipal de fixer la tarification des billets d'entrée au spectacle d'opérette prévus en juillet 2017 comme suit :

**Spectacle « La Chauve-Souris »:**

- entrée adulte à 15 €
- entrée moins de 16 ans à 10 €

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Mme INGRASSIA Patricia, Adjointe déléguée à la Culture,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**CONSIDERANT** l'avis conforme du comptable assignataire du 12 avril 2016 autorisant l'encaissement des droits d'entrée des spectacles par la régie de recettes « activités culturelles » ;

**APPROUVE** les tarifs proposés pour les droits d'entrée du spectacle « Place à l'Opéra » pour l'opérette « La Chauve-Souris » ;

**PRECISE** que l'encaissement des entrées sera effectué dans le cadre de la régie de recettes « activités culturelles » modifiée à cet effet ;

**5-2 - Modification de la régie des activités culturelles (ajout de deux nouvelles prestations)**

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que, par délibération du 29 novembre 2016, les tarifs individuels et de groupes pour la visite des musées suivants ont été arrêtés : la crèche animée, le Musée d'Art Sacré, le Musée du Jouet Ancien et de la Figurine Historique, la Maison de la Route Médiévale, le Musée du Santon et à la Maison de l'Olivier.

Il donne la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture qui propose une modification de cette délibération afin d'y intégrer le tarif pour deux nouvelles prestations : visite-atelier « Les Santons de Provence » et un rallye-visite annuel à thème.

Mme INGRASSIA rappelle que pour tous ces musées, soit : la crèche animée, la crèche Rossellini, le Musée d'Art Sacré, le Musée du Jouet Ancien et de la Figurine Historique, la Maison de la Route Médiévale, le Musée du Santon et à la Maison de l'Olivier, les tarifs sont les suivants :

**-Tarifs individuels (par personne et par musée) :**

- adultes : 2,00 €
- enfants (6-12 ans) : 1,50 €
- enfants de moins de 6 ans : gratuit

**-Tarifs de groupes à partir de 10 personnes (par personne et par musée) :**

- adultes : 1,50 €
- enfants (6-12 ans) : 0,50 €
- enfants de moins de 6 ans : gratuit

Les groupes bénéficient de la visite du village et de l'église (inclus dans la prestation).

Une gratuité par tranche de 10 personnes.

Lorsqu'un groupe réserve une visite d'un ou plusieurs musées auprès de la Provence Verte et que cette visite est guidée par un agent communal et non par un guide conférencier, une réduction de 10 % est appliquée sur le tarif correspondant aux frais d'organisateur « Provence Verte », ce qui ramène le tarif « adulte » à 1,35 € et le tarif « enfant » à 0,45 € (montants encaissés par la Commune).

Pour les visites guidées :

- « Le Val un village de tradition » et « Le Val un village insolite » : 5€ par personne

Ces visites sont accessibles aux groupes uniquement à partir de 10 personnes avec Une gratuité par tranche de 10 personnes.

Ces visites étant proposées dans le catalogue groupe de la Provence Verte une réduction de 10 % est appliquée sur le tarif correspondant aux frais d'organisateur « Provence Verte » ce qui ramène le tarif à 4,50 € par personne (montants encaissés par la Commune).

Mme INGRASSIA propose donc au Conseil Municipal d'envisager deux nouvelles prestations : visite-atelier « Les Santons de Provence » et un rallye-visite annuel à thème aux tarifs individuels suivants (par personne et par visite) :

- Adultes.....4,50 €
- Enfants (6-12 ans).....2,50 €
- Enfants de moins de 6 ans : gratuit

Ces deux visites seront accessibles aux individuels, sur réservation et sur dates définies préalablement par la Commune. Elles pourront accueillir de 1 à 15 personnes maximum, par date et par visite.

M. le Maire demande au Conseil Municipal de se prononcer sur ce projet.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 28 octobre 2016

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**PRECISE** que l'encaissement sera effectué dans le cadre de la régie de recettes « Activités Culturelles » :

**APPROUVE** les tarifs de la régie de recettes « activités culturelles » suivants :

**Pour la visite des musées** : la crèche animée, la crèche Rosselini, le Musée d'Art Sacré, le Musée du Jouet Ancien et de la Figurine Historique, la Maison de la Route Médiévale, le Musée du Santon et à la Maison de l'Olivier :

**-Tarifs individuels (par personne et par musée) :**

- adultes : 2,00 €
- enfants (6-12 ans) : 1,50 €
- enfants de moins de 6 ans : gratuit

**-Tarifs de groupes à partir de 10 personnes (par personne et par musée) :**

- adultes : 1,50 €
- enfants (6-12 ans) : 0,50 €
- enfants de moins de 6 ans : gratuit

Une gratuité par tranche de 10 personnes.

Lorsqu'un groupe réserve une visite d'un ou plusieurs musées auprès de la Provence Verte et que cette visite est guidée par un agent communal une réduction de 10 % est appliquée sur le tarif correspondant aux frais d'organisateur « Provence Verte », ce qui ramène le tarif « adulte » à 1,35 € et le tarif « enfant » à 0,45 € (montants encaissés par la Commune).

Pour les visites guidées :

- « Le Val un village de tradition » et « Le Val un village insolite » : 5€ par personne

Ces visites sont accessibles aux groupes uniquement à partir de 10 personnes avec Une gratuité par tranche de 10 personnes.

Ces visites étant proposées dans le catalogue groupe de la Provence Verte une réduction de 10 % est appliquée sur le tarif correspondant aux frais d'organisateur « Provence Verte » ce qui ramène le tarif à 4,50 € par personne (montants encaissés par la Commune).

Pour la visite-atelier « Les Santons de Provence » et le rallye-visite annuel à thème, les tarifs individuels seront les suivants (par personne et par visite) :

- Adultes.....4,50 €
- Enfants (6-12 ans).....2,50 €
- Enfants de moins de 6 ans : gratuit

Ces deux visites seront accessibles aux individuels, sur réservation et sur dates définies préalablement par la Commune. Elles pourront accueillir de 1 à 15 personnes maximum, par date et par visite.

**6 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal**

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante avoir pris, depuis le 24 janvier 2017, date de la dernière réunion du Conseil Municipal, les décisions suivantes dans le cadre de ses délégations :

N° 5 26/01/2017	Contrat d'entretien des espaces verts (ADAPEI)	15 750,00 €	18 900,00 €
N° 6 16/02/2017	Assistance à la consultation des entreprises pour les travaux d'entretien des chemins communaux et assistance au suivi de la réalisation des travaux - SPL « ID 83 »	<u>1<sup>ère</sup> année</u> 4 phases	8 568,00 €
		<u>2<sup>ème</sup> année</u> 2 phases	5.880,00 €
		<u>3<sup>ème</sup> année</u> 2 phases	5.880,00 €
N° 7 16/02/2017	Convention - projet de création d'un centre technique municipal - CAUE VAR		1 650,00 €
N° 8 16/02/2017	Convention -création d'un espace culturel et associatif dans les locaux de la "Salle de la Cascade et du cadran" - CAUE VAR		1 650,00 €
N° 9 16/02/2017	Convention -élaboration d'un schéma de signalisation et signalétique - CAUE VAR		1 650,00 €
N° 10 20/02/2017	Attribution de la mission AMO pour la procédure d'autorisation et de déclaration d'utilité publique du forage de Notre-Dame destiné à la consommation humaine - EURYECE	9 940,00 €	11.928,00 €
N° 11 21/02/2017	Attribution du marché FS 05 2016 fourniture et installation de deux écrans électroniques pour affichage d'informations - Sté « LUMIPLAN »	Variante 1 : loyer annuel de 2.483,15€ HT X 7 ans, soit un total de 17 382,05 HT (hors abonnement GSM).	
		Variante 2 : loyer annuel de 3.814,15€ HT X 7 ans, soit un total de 26 699,05 HT (hors abonnement GSM).	



N° 12 28/02/2017	Concession dans le 3ème cimetière STARON Eric		+ 860 € dont 286,67 € versés au CCAS
N° 13 13/03/2017	Décision d'ester en justice Monsieur Jean-Marc LAVALLEE c/ Commune LE VAL		

Monsieur le Maire indique d'autre part que 9 déclarations d'intention d'aliéner sont parvenues en Mairie depuis le 24 janvier 2017 sans que la Commune ne fasse jouer son droit de préemption.

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**PREND ACTE** des décisions prises par Monsieur le Maire, depuis le 24 janvier 2017, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

### 7 - Questions écrites

NEANT

### 8 - Questions orales

**M. FOURNEL** demande les avancées faites à propos de la Place Gambetta (ouverture et stationnement).

**M. SAULNIER** répond qu'une réunion s'est tenue avec les commerçants dans une ambiance sereine. Chacun a pu exprimer ses souhaits et une discussion constructive a permis de décider l'ouverture de la Place Gambetta (sens descendant vers le Rue du 8 Mai) du lundi au jeudi entre 7h00 et 16h00. Le stationnement sera autorisé mais en nombre de places limité. Une zone bleue sera instaurée. Des panneaux de signalisation seront implantés. Des clous spécifiques seront commandés puis posés entre les pavés. L'ouverture ne sera possible qu'après l'accomplissement de tous ces travaux. Les commerçants ont été informés de ces dispositions.

**M. PAZ** revient sur le dossier d'études confié par M. le Maire au CAUE et concernant la signalétique dans le village. Il indique préférer que la commission concernée y travaille en amont vu sa connaissance des lieux et des besoins.

**M. SAULNIER** le rassure en l'informant qu'une réunion préliminaire sera organisée en présence de la commission « Communication » et du CAUE (les Conseillers Municipaux seront informés de la date de cette réunion afin de pouvoir éventuellement y participer en qualité d'auditeur).

LA SEANCE EST LEVEE A 22h30.

**CE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE DES SON APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.**

La Secrétaire de séance,

Patricia INGRASSIA




LE MAIRE,

Bernard SAULNIER



